



## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES

## **Attractivité - Montpellier Méditerranée Métropole - ZAC Cannabe - Commune de Cournonterral - Programme des Equipements publics - Approbation**

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

L'aménagement du Parc d'Activités Economiques de Cannabe, situé sur la Commune de Cournonterral, s'inscrit dans le Schéma d'Accueil des Entreprises Métropolitain, le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et la politique Agro-écologique et Alimentation menée par Montpellier Méditerranée Métropole. Il intègre au sein d'une même opération d'aménagement, un parc d'activités, un hameau agricole destiné à l'implantation de sièges d'exploitations agricoles et la renaturation d'une ancienne décharge.

Ce Parc d'Activités Economiques permettra de répondre aux nombreuses demandes d'installation de "PME, TPE" artisanales, de conforter l'agriculture de proximité en permettant l'implantation de sièges d'exploitations agricoles d'agriculteurs locaux, évitant ainsi le mitage du territoire agricole et de favoriser la protection de la ressource en eau par la renaturation d'une ancienne décharge en parc paysager et par l'accueil d'une aire de lavage des engins agricoles. Il contribuera également à renforcer, sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, le maillage des parcs d'activités dit de "proximité". Enfin, ce projet répondra aux critères d'excellence en termes de développement durable, définis dans le SAE à travers l'obtention du label « HQE Aménagement » délivré par Certivéa, la mutualisation des stationnements et la promotion des modes actifs.

La ZAC Cannabe, a été créée le 20 décembre 2017 par une délibération du Conseil de Métropole. En date du 26 avril 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné la SERM (Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine) comme aménageur de cette ZAC à la suite d'une consultation d'aménageur. Les études d'aménagement ont été confiées à l'agence d'architecte-urbaniste Robin et Carbonneau. Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé au Conseil de Métropole du 18 décembre 2019.

Avant d'engager les travaux, il convient d'approuver le Programme des Equipements Publics de l'opération, au titre de l'article R.311-8 du Code de l'urbanisme ; programme des équipements publics qui comprend :

- Voiries, places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public,
- Réseau d'eaux pluviales et ouvrages hydrauliques,
- Réseau d'eau brute,
- Réseau d'eaux usées,
- Réseau d'eau potable et défense incendie,
- Réseaux secs,
- Espaces verts,
- Renaturation d'une ancienne décharge en parc paysager.

Ces équipements publics seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SERM dans le cadre de la concession d'aménagement qui lui a été confiée. Le Programme des Equipements Publics identifie également les bénéficiaires et gestionnaires des futurs équipements. Au regard de ses compétences, Montpellier Méditerranée Métropole représente largement le bénéficiaire et gestionnaire des équipements publics, à l'exception des réseaux d'eau potable (Syndicat Bas Languedoc) et d'électricité relevant de ENEDIS.

Le cout prévisionnel total HT du programme des équipements publics (hors acquisitions foncières) s'élève à 2 834 000 euros HT.

Le programme des équipements publics précise la nature des équipements publics réalisés et la collectivité ou le concessionnaire auxquels ils seront remis.

Les couts relatifs à la réalisation des équipements publics destinés à être remis à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de ses compétences seront pris en charge par l'opération d'aménagement. Ainsi, aucune participation spécifique de Montpellier Méditerranée Métropole au financement des équipements publics destinés à lui être remis n'est prévue, l'ensemble des couts relatifs à leur création à l'intérieur de la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

S'agissant des équipements publics d'eau potable et d'eau brute à réaliser à l'extérieur du périmètre de la ZAC, le financement des extensions des réseaux projetés sous le chemin le Pioch Cannabe sera pris en charge à 100 % par l'aménageur : les montants des participations de la ZAC ont été évalués par Montpellier Méditerranée Métropole à 120 000 euros HT (y compris frais d'étude et aléas) pour la part afférente à l'Eau Brute et par le Syndicat du Bas Languedoc à 116 000 euros HT (y compris frais d'étude et aléas) pour la part afférente à l'eau potable. Ces équipements publics seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Régie des Eaux et du Syndicat du Bas Languedoc.

Des projets de conventions sont à établir entre la Régie Des Eaux, le Syndicat du Bas Languedoc et la SERM pour préciser les conditions de reversement des participations financières liées aux volets eau potable et eau brute en dehors du périmètre de la ZAC (extension des réseaux d'AEP et d'EB), ainsi que les modalités de réception des travaux et de remise des ouvrages.

Conformément à l'article L.1331-7 du Code de la Santé Publique, la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) s'applique à la ZAC. Son montant est calculé déduction faite du montant des travaux d'assainissement à la charge de l'aménageur. Le montant des travaux d'assainissement réalisé dans le cadre de la ZAC est estimé à 137 000 € HT. Le montant total de la PFAC calculée pour 24 000 m<sup>2</sup> de SDP de locaux d'activités s'établit à 226 320 € d'après les taux en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2020. Le montant des travaux à la charge de la ZAC étant inférieur à la PFAC estimée, une PFAC résiduelle d'un montant total de 89 320 euros, soit 39,5 % du montant total initial, sera perçue auprès de tous les pétitionnaires de permis de construire soumis à l'obligation de raccordement au réseau public d'assainissement collectif et intervenants dans le périmètre de la ZAC.

Conformément aux articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicités requises (affichage pendant un mois au siège de la Métropole, et en commune, avec une mention de cet affichage dans la presse).

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le Programme des Equipements Publics de la ZAC Cannabe à Cournonterral ;
- de dire que le Programme des Equipements Publics sera tenu à la disposition du public à la Mairie de Cournonterral et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux jours et heures d'ouverture au public ;
- de dire que le taux de PFAC résiduelle appliqué dans le périmètre de la ZAC Cannabe s'élève à 39,5 % des taux de PFAC en vigueur à la date du recouvrement ;
- de dire que la présente délibération fera l'objet de l'affichage et des mesures de publicités prévues aux articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 17 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, Mme Michelle CASSAR, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Régine ILLAIRE, M. Max LEVITA, M. Jacques MARTINIER, Mme Marie MASSART, M. René REVOL, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Joël VERA.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147887-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PEP Cannabe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.